

Se repérer dans la complexité du droit des sociétés en intégrant la veille juridique

Code  
**703229**

Durée  
**3**  
jours

Tarif Inter\*  
**3 100 €**  
HT

*\*Repas inclus (en présentiel)*

## PUBLIC

Directeurs juridiques – Responsables juridiques – Juristes – Avocats – Experts-comptables – Notaires

## PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

## LES POINTS FORTS

Accès à la Conférence d'Actualité en Droit des sociétés des derniers mois : 7 heures.

Lors de cette Conférence, Professeurs et Praticiens dressent l'état des lieux de l'actualité législative et réglementaire, ainsi que de la jurisprudence des mois écoulés, vous permettant ainsi d'en mesurer les incidences dans vos dossiers.

## MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

## SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
  - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale

## Objectifs pédagogiques

- Examiner la gouvernance des sociétés
- Analyser les cessions de droits sociaux et GAP
- Restructurer les sociétés
- Dresser un panorama complet de l'actualité législative et jurisprudentielle en droit des sociétés

## Programme de la formation

### Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur reçoit vos objectifs de progrès.  
Droit des sociétés (niveau 3) (2 jours)

## Examiner la gouvernance des sociétés

### Déterminer les conditions de nomination et de révocation des dirigeants

- Notion de dirigeant social : définition, distinction avec des notions voisines, pouvoirs du dirigeant et limitations
- Qualités requises : nature du dirigeant, capacité, qualifications, conditions négatives
- Nomination du dirigeant : mode de désignation, nombre, durée du mandat, limite d'âge, représentation équilibrée, cumul
- Révocation du dirigeant : révocations « ad nutum » et sur juste motif, révocation judiciaire
- Cas pratique : lister les critères requis pour être dirigeant

### Identifier le statut social et fiscal des dirigeants

- Rémunération du dirigeant : mandat non rémunéré, modes de rémunération, fixation
- Statut social et fiscal du dirigeant : impact de la fiscalité de la société et de la qualité d'associé
- Cumul avec un contrat de travail : conditions et interdictions
- QCM : vérifier la rémunération du dirigeant

et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service

- ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

### ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : [care-formation@lefebvre-dalloz.fr](mailto:care-formation@lefebvre-dalloz.fr)

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

## Cerner les responsabilités des dirigeants

- Responsabilité pénale
- Responsabilité civile envers la société et ses associés
- Responsabilité civile envers les tiers
- Étude de cas : mise en cause de la responsabilité du dirigeant

## Optimiser la gouvernance

- Choix des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluer la gouvernance
- Rendre des comptes sur la gouvernance
- Cas pratique : quelle gouvernance à mettre en place ?

## Analyser les cessions de droits sociaux et les garanties de passif ( GAP)

### Examiner le régime juridique des cessions de droits sociaux

- Éléments caractéristiques : définition, distinction avec d'autres modes de transmission d'une entreprise, indivision et démembrement des titres, nantissement des titres
- Application du droit commun des contrats : capacité et représentation des parties, négociation, règles de preuve, avant-contrats
- Application du droit commun de la vente : détermination du prix, clause d'« earn-out », délivrance et transfert de propriété, garantie d'éviction, garantie des vices cachés
- Formalités et fiscalité de la cession : enregistrement de l'acte, déclaration, droits de mutation
- Quiz : règles applicables

### Distinguer les différentes clauses encadrant la cession

- Clauses d'agrément : définition et fonctionnement, agrément légal, intérêt d'une disposition statutaire ou extrastatutaire, exception
- Autres clauses limitant la liberté de cession : clauses d'inaliénabilité, de préemption ou de préférence, «standstill», « tag along / drag along », « good leaver / bad leaver »
- Clauses d'achat et de vente forcée en cas de blocage : mécanisme de ces clauses, avantages et inconvénients
- Cas pratique : négociation de la documentation, rédaction d'une clause d'earn out

### Mettre en place les garanties de passif et les garanties financières associées

- Garanties de passif : champ, portée et durée de la clause, mise en œuvre, montant indemnisable
- Garanties financières : retenue de garantie, garanties bancaires
- Étude de cas : analyser des clauses de garantie

## Restructurer les sociétés

### Transformer les sociétés

- Transformation des sociétés : conditions, effets et conséquences fiscales de la transformation (changement ou non de régime fiscal, la création d'une personne morale nouvelle)
- Effets sur les dirigeants, les CAC, les titres
- Transformation entre un groupement et une société ou entre une association et un groupement
- Étude de cas : les calendriers de réalisation de transformations de sociétés de formes différentes

## Modifier le capital dans les sociétés anonymes

- Prise de décision d'augmentation de capital
- Prime d'émission
- Droit préférentiel de souscription
- Pourquoi décider une réduction de capital ?
- Modalités pratiques de réduction de capital
- Cas pratique : réaliser une augmentation de capital (calendrier des opérations, montant de l'augmentation de capital)

## Cerner les aspects essentiels des opérations de restructuration

- Définition de la fusion
  - Définition de la scission
  - Définition de l'apport partiel d'actif
  - Quiz : choix du mode de restructuration
  - Etude de cas : sur une opération complexe combinant gouvernance, restructuration et cessions de titres
- Conférence d'Actualité en Droit des sociétés – le RDV de fin d'année (1 jour)

## Dresser un panorama complet de l'actualité législative et jurisprudentielle en droit des sociétés

- Groupes de sociétés
- Sociétés de personnes
- Caution
- Dirigeants
- Associés
- Autres décisions marquantes de la Cour de cassation des derniers mois
- Débat : participez au RDV annuel de fin d'année d'actualité en Droit des sociétés et échangez avec nos intervenants experts (Professeurs, le Magistrat et Praticiens)

## Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

## A noter

... —————

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

## Prochaines sessions

...

### A DISTANCE, PARIS

- 7 Oct. au 26 Nov. 2026

